

MONDE

Mouammar KADHAFI est mort. L'ex-dirigeant libyen a succombé à des blessures infligées par une attaque aérienne de l'OTAN alors qu'il tentait de fuir Syrte, prise dans la journée par les forces du Conseil national de transition (CNT). « *Il y a eu des tirs nourris contre son groupe, et il est mort* », a dit le responsable militaire du CNT. Le président du CNT, Moustapha ABDELJALIL, devait s'adresser rapidement à la nation libyenne. Le Colonel KADHAFI avait dirigé d'une main de fer la Libye pendant près de 42 ans, avant d'être mis en fuite depuis la prise de Tripoli le 23 août dernier.

Les réactions. Pour Nicolas SARKOZY, c'est une « *étape majeure dans la lutte menée depuis plus de huit mois par le peuple libyen pour se libérer d'un régime dictatorial et violent* ». C'est « *une nouvelle page qui s'ouvre, celle de la réconciliation dans l'unité et la liberté* », a-t-il ajouté. Le président Barack OBAMA a estimé que le peuple de Libye a désormais « *l'occasion de déterminer son propre destin dans une Libye nouvelle et démocratique* ». Il a ajouté que « *la mort de KADHAFI sonnait comme une mise en garde aux dirigeants autocrates du Proche-Orient...* ». Pour Alain JUPPE, « *la France est fière d'avoir aidé le peuple libyen* ».

L'ONU hausse le ton contre le Président syrien. Le secrétaire général de l'ONU, BAN Ki-moon, a sommé Bachar al-ASSAD de « *stopper les tueries* » dans le pays, où les attaques se sont accrues contre l'armée régulière. L'annonce par M. al ASSAD de l'élaboration d'une nouvelle Constitution n'est pas crédible, selon Paris qui soutient les efforts de la Ligue arabe pour un dialogue entre gouvernement et opposition, a indiqué de son côté le Quai d'Orsay.

Back in the USSR ? Le Premier ministre russe, Vladimir POUTINE, a annoncé que l'Ukraine et d'autres anciennes républiques soviétiques avaient trouvé un accord pour créer une zone de libre-échange. L'accord concerne la Communauté des Etats Indépendants (CEI, l'ex-URSS moins les pays baltes et la Géorgie). « *Après de longues négociations, intenses et constructives, nous avons résolu le principal problème* », a-t-il ajouté. Il s'agit d'un accord « *fondamental qui établit la base de nos relations économiques et commerciales à long terme* », a-t-il ajouté.

Visite du Président ukrainien annulée. Les relations sont tendues avec l'Ukraine après la condamnation controversée de l'ancienne Premier ministre Ioulia TIMOCHENKO. La Commission européenne a annoncé l'annulation de la visite à Bruxelles du président ukrainien, au cours de laquelle il devait notamment rencontrer le président du Conseil, Herman VAN ROMPUY et celui de la Commission, José Manuel BARROSO.

Proche Orient : l'échange. Le soldat franco-israélien Gilad SHALIT a été libéré et transféré en Israël après plus de cinq ans de détention par le Hamas à Gaza. En échange, les habitants de Gaza ont été invités à célébrer le retour de 457 prisonniers palestiniens. Sur la libération de Gilad SHALIT, le président de la République Nicolas SARKOZY a affirmé qu'il s'agissait d'« *un très grand soulagement pour la France* » et que le jeune homme serait « *bientôt* » reçu à Paris. Lors de sa 1^{ère} interview sur une chaîne égyptienne, s'exprimant en hébreu d'une voix hésitante, par moments essoufflé, Gilad SHALIT est apparu fatigué et encore étourdi par l'événement. Il s'est déclaré en bonne santé. Prié de dire ce qu'il pensait des quelque 5.000 Palestiniens emprisonnés en Israël, il a répondu qu'il serait heureux si ces détenus pouvaient être libérés et retrouver leurs proches.

EUROPE

Tension franco-allemande et Conseil européen à répétition. Le Conseil qui se tiendra ce dimanche doit donner un coup d'arrêt à la crise. Les pays de l'Union européenne se sont entendus pour recapitaliser leurs banques à hauteur de 100 milliards d'euros, mais il demeure de profondes divergences entre Paris et Berlin sur la manière de réformer le fonds de soutien à la zone euro. Paris veut une licence bancaire et un fonds allant à 2.000 milliards. Berlin refuse et proposerait une autre solution qui devrait permettre au FESF de payer les intérêts de la dette des pays bénéficiant d'un programme d'aide international. Un deuxième sommet se tiendra le 26. Angela MERKEL et Nicolas SARKOZY se réuniront de nouveau samedi soir à Bruxelles avant le premier sommet de dimanche.

Manifestations violentes et grève générale en Grèce. Le pays proteste contre la nouvelle et douloureuse cure d'austérité (réduction de 20% des salaires et licenciements dans la fonction publique, baisse du seuil d'imposition). Elle a toutefois été votée par 154 députés, contre 144. La Grèce devrait obtenir le versement d'une nouvelle tranche de 8 milliards d'euros d'aide internationale.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Les Tunisiens votent ce dimanche. Pour élire une assemblée constituante de 217 membres. 7,3 millions d'électeurs doivent se déterminer face à quelque 1.570 listes, 11.000 candidats de 110 partis reconnus et d'indépendants, qui tous déclinent sensiblement les mêmes slogans de liberté, démocratie et justice sociale. La future assemblée devra rédiger une nouvelle Constitution, la 3^{ème} après celles de 1861 et 1959. Elle choisira aussi un président provisoire qui désignera un Premier ministre à la tête d'un gouvernement de transition jusqu'à la tenue d'élections générales. Fait inédit, l'élection est organisée par une commission indépendante.

Une médiation internationale au Sénégal ? Le Mouvement du 23 juin (le M23), coalition de partis d'opposition et d'organisations de la société civile, a réclamé une médiation portée par les Africains pour convaincre le président Abdoulaye WADE de renoncer à briguer un 3^{ème} mandat en 2012. Pour l'ancien ministre Cheikh Tidiane GADIO, membre du M23, « *Nous faisons de la diplomatie préventive. Il est de notre responsabilité d'alerter la communauté internationale pour qu'elle n'attende pas que le sang coule comme en Côte d'Ivoire* », a-t-il insisté.

Qui contre OBAMA ? Premier « caucus » républicain : dans l'Iowa, le 3 janvier. Il s'agit du processus de sélection du candidat du parti conservateur à la présidentielle. Côté démocrate, seul Barack OBAMA est candidat à sa succession. L'événement donne un premier aperçu, à l'échelle d'un Etat, de la popularité des candidats. En 2008, M. OBAMA avait remporté les caucus de l'Iowa chez les démocrates. Côté républicain, c'est Mike HUCKABEE qui l'avait emporté, mais John MCCAIN avait finalement remporté l'investiture quelques mois plus tard.

POLITIQUE INTÉRIEURE

La dette française sous surveillance. L'agence de notation Moody's va surveiller et évaluer le caractère stable de la perspective du AAA français au cours des 3 prochains mois. Ce qui est en jeu, dans l'immédiat, c'est uniquement la perspective de la dette française. Au pire, au terme de sa période d'observation, Moody's pourrait abaisser à négative la perspective de la note, tout en maintenant le triple A. C'est seulement à partir de cette étape qu'une dégradation pourrait intervenir dans les 2 ans.

Pourquoi cette décision ? Les plus : dans son rapport annuel sur la note de crédit de la France, l'agence explique que la croissance française a jusqu'à présent été portée par « *la grande ampleur de son économie, sa productivité élevée, sa large diversification et par son expérience en matière d'innovation ainsi que par une épargne élevée des entreprises avec une augmentation modérée des engagements financiers des ménages et des entreprises* ». Ces éléments fournissent « *une grande capacité d'absorption des chocs par la France, comme l'a démontré la résistance de la demande durant la crise mondiale* ».

Les moins : « *la puissance financière du gouvernement s'est détériorée, à l'image de ce qui s'est passé dans d'autres pays de la zone euro, parce que la crise économique et financière mondiale s'est traduite par une détérioration du niveau d'endettement de la France* », soulignant qu'il était plus fragile que ceux des autres pays de la zone euro qu'elle note également AAA. Enfin, cette mise sous observation montre que les marges de manœuvre budgétaires de la France sont fortement réduites. Moody's juge « *crucial* » pour Paris de rassurer sur « *sa capacité et sa volonté de s'attaquer à des défis imprévus* ».

Les réactions. Le ministre de l'Economie, François BAROIN s'est voulu rassurant, affirmant que Paris mettrait « *tout en œuvre* » pour conserver sa précieuse note. « *Ce n'est pas la note AAA de la France que Moody's met sous surveillance, c'est le programme de François HOLLANDE* », a lancé Luc CHATEL, ministre de l'Education nationale. Le candidat socialiste a quant à lui accusé le gouvernement de ne pas avoir « *pris les bonnes mesures* » soulignant que s'il ne les prenait pas, « *nous les prendrons* ». Il a toutefois indiqué qu'il ne voulait « *pas ajouter la crise à la crise* » et qu'il ne dirait « *rien qui puisse fragiliser la situation de notre pays* » se disant « *conscient de ce que ça pourrait signifier pour le renchérissement de notre dette* ».

HOLLANDE, le candidat. La Haute autorité des primaires citoyennes, organe du PS chargé de surveiller le bon déroulement de la sélection du candidat à la présidentielle, a validé les résultats des

9.425 bureaux de vote. Sur 2.841.167 votes exprimés, François HOLLANDE en obtient: 1.607.268, soit 56,57% des suffrages ; Martine AUBRY : 1.233.899 voix, soit 43,43% des suffrages.

A l'étranger c'est l'inverse. C'est AUBRY qui gagne. Les Français de l'étranger de gauche ne sont pas d'accord avec leurs compatriotes résidant en France. Martine AUBRY remporte 55,53% des voix, contre 44,47% à François HOLLANDE.

PS : et maintenant ? Martine AUBRY, redevenue Première secrétaire du PS, et François HOLLANDE, ont eu rapidement un « *entretien très constructif pour préparer la suite, dans une atmosphère très conviviale, avec une totale confiance de part et d'autre* », selon l'entourage du Maire de Lille. Au menu, l'organisation et la coordination du travail entre le Parti et le candidat. « *Il ne s'agit pas de créer des doublons mais au contraire que tout le monde travaille en parfaite intelligence pour le candidat et la victoire* », a-t-on ajouté.

Désaccords de gouvernement. M. HOLLANDE va devoir s'atteler aux négociations avec les partenaires du PS, dans la perspective d'un accord de gouvernement en cas de victoire en 2012. La candidate d'EELV, Eva JOLY, a jugé avoir la « *responsabilité historique* » d'obtenir de la France l'abandon de sa filière nucléaire. Elle a rappelé que « *le premier chantier écologique* » doit consister selon elle à « *dépolluer la République* ». « *Je ne serai pas ministre dans un gouvernement qui n'inscrit pas ces réformes tout en haut de son programme, et aucun membre d'EELV ne le sera non plus* ». Quant à Jean-Luc MELENCHON, le candidat du Front de gauche s'est réjoui de la candidature de M. HOLLANDE, ce « *grand bol d'eau tiède* », estimant que du coup, « *le débat sur la grande question de l'orientation à gauche, entre une ligne démocrate et une ligne de combat incarnée par le Front de gauche, va pouvoir avoir lieu* ».

Le soldat Benoît HAMON. Le porte-parole du PS, représentant de l'aile gauche du parti et soutien de Mme AUBRY, devra « *se caler avant ses points presse ou ses expressions publiques, avec les équipes de François HOLLANDE pour voir ce qu'il a à dire* », selon plusieurs sources au PS. Ce dernier a indiqué que M. HOLLANDE était désormais « *le capitaine* » et que tous les socialistes étaient « *derrière lui* ». « *Toute autre attitude serait de la désertion* », a-t-il estimé.

L'Empire contre-attaque ? L'UMP a réuni sa convention de riposte au projet socialiste. Jean-François COPE a dénoncé « *une imposture financière* ». Il a présenté une « *estimation chiffrée et parfaitement démontrée des principales propositions du Parti socialiste* ». Pour l'UMP, « *le total sur 5 ans s'élève à au moins 255 milliards d'euros auxquels il faut s'ajouter 126 milliards de hausse d'impôts en tout genre* ». « *C'est un projet qui provoquerait une hausse des déficits annuels de près de 40%* », alerte Jean-François COPE en assurant qu'il ne s'agissait là ni d'une « *caricature* », ni d'une « *exagération* ». « *Plus de dépenses publiques, plus de taxes, plus de déficits, c'était ça la règle d'or du PS* », a-t-il ironisé. L'UMP ferait « *mieux de trouver des milliards pour renflouer les déficits plutôt que d'imaginer ceux qu'on va créer* », a rétorqué par médias interposés M. François HOLLANDE.

MARIANI contre le vote des étrangers. Le ministre des Transports et cofondateur de la Droite populaire, Thierry MARIANI (UMP) fustige le droit de vote des étrangers proposé par le PS, dans une longue interview à l'hebdomadaire d'extrême droite « *Minute* ». « *Ces étrangers ont eu une décennie pour devenir Français, mais n'en ont pas saisi l'opportunité. C'est donc un choix délibéré -qu'il faut respecter- ou une incapacité, parce que la nationalité leur a été refusée. Dans tous les cas, je ne vois pas pourquoi ils bénéficieraient des privilèges des citoyens français* », explique-t-il.

Tout vient à point ? Pour le chef de l'Etat, pressé par une partie de ses soutiens d'entrer rapidement en campagne, c'est non. Le Président de la République a déclaré, lors du petit déjeuner de la majorité à l'Élysée, que « *ce n'est pas la presse, ni les socialistes qui décideront de (son) calendrier* », appelant cette même majorité à mettre en avant le bilan du quinquennat et à s'attaquer au projet du PS. « *Moi je suis le calendrier des institutions* ». Pour le Premier ministre, François FILLON, « *Nous n'avons pas à craindre le face-à-face entre Nicolas SARKOZY et François HOLLANDE. Dans un temps où les Français sentent qu'il ne faut pas se tromper de chemin, je suis convaincu que la solidité et l'expérience du président de la République feront la différence* ».

L'opinion en chiffres. Le rapport de force : 59% des Français souhaitent une victoire de la gauche à la présidentielle, au plus haut depuis 1 an, +3 points par rapport à septembre. 36% des personnes souhaitent la victoire de la droite. 5% sans opinion. Un succès de la gauche est marqué dans toutes les catégories sociodémographiques, y compris les personnes âgées de 65 ans et plus (54%, contre 45% souhaitant une victoire de la droite). 71% des professions libérales et cadres sup souhaitent une victoire à gauche. Le plus faible taux : artisans-commerçants (42%). Paris Match/l'op.

Les personnes. Le candidat du PS, François HOLLANDE, recueille 35% des intentions de vote au 1^{er} tour, suivi par Nicolas SARKOZY à 25%, et l'emporterait avec 62% des voix au second tour contre 38% au président sortant, selon un sondage CSA pour BFM TV/RMC/20 minutes. M. HOLLANDE gagne 7 points par rapport à septembre, tandis que M. SARKOZY progresse d'1 point. La présidente du Front national, Marine Le PEN, obtiendrait 16% (- 2), François BAYROU 9% (+ 2), Jean-Luc MELENCHON 5% (-1) et Eva JOLY 3% (-1). Les autres candidats testés, entre 0,5% et 2%.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Budget pour 2012 : début de l'examen en séance. Les premiers débats sur le projet de loi de finances pour 2012 ont été marqués par les menaces pesant sur la note de la dette française. Pour le Premier ministre, les députés doivent être « *exemplaires* » et disciplinés. « *Il ne peut pas y avoir de surprise, il ne peut pas y avoir de coup politique* » sauf à « *mettre en cause l'autorité du Premier ministre, du gouvernement et de la majorité* », a-t-il déclaré.

Une hypothèse de croissance obsolète. La France pourrait revoir à la baisse sa prévision de croissance pour 2012, « *probablement trop élevée* », en la ramenant à moins de 1,5%, a déclaré François BAROIN, alors que le gouvernement tablait sur une hausse de 1,75% du PIB.

Sénat

Budget : pour ou contre ? Philippe MARINI, désormais président (UMP) de la commission des Finances, a lui renvoyé « *dos à dos* » gouvernement et opposition sur leur approche du budget 2012, réclamant plutôt « *une stratégie fiscale globale* ». Opposé aux « *petites recettes* » et aux « *opérations politiques* », il prône « *la suppression de la quasi-totalité des niches fiscales* ». Dans l'immédiat, il a estimé qu'il pourrait « *converger sur certains sujets* » avec la nouvelle majorité de gauche du Sénat et la rapporteure (PS) du budget Nicole BRICQ « *dont certaines positions paraissent raisonnables* ». « *On peut en raboter un peu* », a-t-il ainsi déclaré, interrogé sur deux symboles du quinquennat : la défiscalisation des heures supplémentaires et la TVA à taux réduit sur la restauration.

Internationale parlementaire

125^{ème} assemblée du Parlement des parlements. A l'initiative du Groupe géopolitique des 53 Pays occidentaux (12+), présidé par Robert del PICCHIA, l'Union Interparlementaire a adopté une réduction de son budget ordinaire de 10% et une baisse des contributions d'environ 8,8%. L'UIP a aussi élu son nouveau Président. Abdelwahed RADI, du Maroc, succède au Namibien Ben GURIRAB.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

SPINETTA reprend les commandes. Le conseil d'administration du groupe lui a confié les fonctions de PDG d'Air France-KLM. Alexandre de JUNIAC est nommé PDG de la compagnie française. Il prendra ses fonctions mi-novembre. M. SPINETTA a présenté la vision qu'il veut redonner au groupe : redresser les entreprises et notamment Air France.

La France dans le vent. Nous sommes « *dans une négociation finale* » avec les Emirats arabes unis pour la vente de 60 avions de combat Rafale, a indiqué le ministre de la défense, Gérard LONGUET, qualifiant de « *très très forte* » la probabilité que le contrat soit effectivement conclu.

Ma petite entreprise. +25,7% d'entreprises créées en septembre. Selon l'INSEE, 1 création sur 2 est une demande de création d'auto-entreprise depuis début 2011. Sur l'ensemble du 3^{ème} trimestre, le nombre des créations d'entreprises est en repli de 8%.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Composition du cabinet d'Edouard COURTIAL, secrétaire d'Etat chargé des Français de l'étranger : Serge MUCETTI, qui dirigeait le cabinet de David DOUILLET au même poste, conserve les mêmes responsabilités. François DECOSTER, directeur adjoint du cabinet de David DOUILLET, conserve également son poste auprès de M. COURTIAL. Sébastien JEANNEST, qui était chef du cabinet d'Edouard COURTIAL lorsqu'il était député de l'Oise, devient chef de cabinet, conseiller auprès du secrétaire d'Etat. Jérémie REDLER, jusqu'alors chargé de mission au pôle « *Fédérations – élections – élus* » de l'UMP, a été nommé chef adjoint de cabinet, conseiller parlementaire. Aurélie HERZ, assistante parlementaire d'Eric WOERTH, est nommée conseillère presse et communication.

Bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger : Publication de l'arrêté portant convocation du Bureau les vendredi 16 et samedi 17 décembre a été publié au Journal officiel.

Spécial comptes-rendus de l'Assemblée des Français de l'étranger : les travaux de vos élus en commission lors de l'assemblée plénière de septembre.

Commission des Lois et règlements, par Georges-Francis SEINGRY, Président.

Au cours de la XV^e session de l'Assemblée des Français de l'étranger (septembre 2011), les travaux de la commission des Lois et règlements ont principalement porté sur :

- les problèmes d'organisation pratique des élections en 2012, notamment les législatives qui constituent une nouveauté et sont donc source d'interrogations nombreuses ;
- la réforme et la modernisation de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) : un président élu en son sein, la maîtrise de son budget, le statut des élus, la création d'une collectivité d'outre-frontière, etc. Pour y parvenir, elle a proposé la création d'une commission temporaire *ad hoc* transversale ;
- enfin, elle s'est également penchée sur l'amélioration de la couverture des élus dans l'exercice de leur mandat dans leur circonscription.

Commission de l'Union européenne, par Jean-Pierre VILLAESCUSA, Président.

La commission s'est interrogée sur le ressenti des citoyens vis-à-vis de l'Union européenne et a centré ses travaux sur des difficultés administratives rencontrées. Plusieurs d'entre elles pourraient être résolues par une prise de conscience des responsables. Pour ceci, la Fondation Robert-Schumann va créer une « fenêtre des citoyens » dans sa lettre électronique envoyée en 200.000 exemplaires pour qu'un des lecteurs, décideur, s'intéresse au dossier et résolve la difficulté.

Une autre avancée obtenue par la commission est l'organisation par et au Parlement européen de la 3^{ème} journée de « L'Europe en Mouvement » créée à l'initiative de l'AFE. Cette nouvelle rencontre devrait être le fondement d'une institution officielle, l'« Assemblée des Européens en Mouvement ».

Pour terminer, la commission a fait le point avec des notaires sur les organismes et la législation européenne en matière notariale. Elle recommande le fascicule « Guide des Français à l'étranger » édité par les notaires de France, téléchargeable sur :

http://www.notaires.fr/notaires/jsp/site/Portal.jsp?page_id=838

Commission des Affaires culturelles, de l'Enseignement et de l'Audiovisuel, par Francis NIZET, vice-président.

La Commission des Affaires Culturelles, de l'Enseignement et de l'Audiovisuel a auditionné la Directrice de l'AEFE. Elle a dressé un bilan de la rentrée scolaire qui enregistre une forte augmentation des effectifs scolaires partout dans le monde sauf à Madagascar et en Afrique du Nord (progression en Asie de 10%). Les résultats aux examens, DNB et baccalauréat ont été très bons. L'AEFE porte également une attention renforcée sur l'intégration des élèves handicapés. Une refonte de l'ISVL des personnels résidents est en cours ainsi que la mise en place d'un plan de formation des personnels en contrat local. Par ailleurs, l'AEFE met en place un fonds de financement des programmes immobiliers des EGD. L'agence va lancer une évaluation du programme FLAM dont elle a la responsabilité et assurer cette année l'instruction des dossiers dans le cadre du label FrancEducation. Le Chef de Service à l'aide à la scolarité a dressé un bilan pour l'année passée : 57% des élèves français reçoivent une aide à la scolarité. La PEC désormais plafonnée couvre en moyenne 79% des frais d'écologie.

Par ailleurs les responsables de la MLF ont été auditionnés. La Mission Laïque entend bien travailler en synergie et en complémentarité avec l'AEFE.

L'Alliance Française avec ses 920 établissements dans 136 pays est une des deux composantes principales du dispositif d'influence culturelle extérieure de notre pays. Ses responsables ont évoqué avec vigueur la difficile articulation avec le nouvel opérateur institutionnel qu'est l'Institut Français avec un risque de mise en concurrence des deux réseaux.

La Commission a également reçu la Directrice des relations internationales du MEN pour évoquer avec elle les possibilités de difficultés croissantes de détachement des personnels d'enseignements dans les réseaux AEFE et MLF.

La Commission a émis 3 vœux concernant l'accueil et l'inscription des bacheliers dans l'enseignement supérieur en France et sur le développement des baccalauréats professionnels dans le réseau.

Commission temporaire de la Sécurité, par Thierry PLANTEVIN, Rapporteur.

Au titre du partenariat privilégié avec le Centre de Crise (CdC), la commission a reçu Serge MOSTURA, directeur, accompagné de Catherine GAMBARD-TREBUCIEN, sous-directrice des opérations d'urgence au CdC et de Jenny KINTZ, chargée de mission auprès des entreprises.

Le directeur a fait le bilan de l'activité du CdC durant les 6 derniers mois et a présenté le contenu du premier Rapport d'activité annuel du CdC destiné en priorité aux Conseillers à l'AFE ainsi qu'aux membres des commissions des Affaires Étrangères du Sénat et de l'Assemblée Nationale.

Les membres de la Commission ont travaillé à la recherche d'une méthode de travail pour optimiser l'exploitation des résultats du questionnaire sécurité dont la synthèse sera remise lors de la 16^{ème} Session de l'AFE. Enfin, au titre des échanges avec les organismes privés, la Commission a auditionné le CINDE (Centre Inter-Entreprise de l'Expatriation) avec Ghislaine DESMET-MARCHAND, sa Directrice, Laurent MEREYDE et Romain DEFLINE, président et secrétaire de la commission Sécurité Internationale du CINDE.

Commission des Affaires sociales, par Robert LABRO, Secrétaire général.

La commission a entamé ses travaux par l'audition du Dr LAVALLART sur le Plan Alzheimer. Si rien n'est prévu spécifiquement dans le Plan pour les Français de l'étranger, M CASAMITJANA, Président du CEFR a rappelé que ses 7 établissements présents sur le territoire national ont des places réservées pour nos compatriotes expatriés, certains atteints de la maladie d'Alzheimer. Il déplore par ailleurs le manque de crédits (75.000€) attribués par l'Etat pour le fonctionnement de ces établissements et les difficultés administratives à les dépenser. La commission a désigné un groupe de travail afin d'établir des propositions pour les Français de l'étranger.

La commission a ensuite entendu M. NICOLAS (sous directeur de l'expatriation, de la scolarisation et de l'aide sociale). Il en ressort les éléments suivants : pour 2010 les crédits déconcentrés alloués aux CCPAS sont stables à 15M€ (allocation solidarité en baisse de 6.4% et secours aux enfants en détresse en hausse de 7%). Pour 2011 : hausse prévue de 0.25% malgré une hausse de 3% du nombre de nos expatriés.

Concernant la CFE et le soutien de l'Etat à la 3^{ème} catégorie aidée, si le montant alloué en 2010 était de 2.6M€, il est en forte baisse pour 2011 à 475.000€. La commission reste très préoccupée par le désengagement de l'Etat et le financement de cette catégorie qui concerne les plus fragiles financièrement. La CFE présentera des comptes 2011 équilibrés et met en place des processus de certification avec l'aide de commissaires aux comptes.

Enfin, la commission a auditionné Mme ROSES, directrice des relations internationales de la CNAV. Il ressort des discussions la difficulté pour les Français de l'étranger de prouver l'adhésion à un régime obligatoire d'assurance maladie dans le cadre des rachats pour l'Assurance volontaire vieillesse. La difficulté à réunir les justificatifs à fournir, exclut de fait un certain nombre de nos compatriotes expatriés (les cotisations à la CFE et aux systèmes locaux n'étant pas pris en compte).

Le point sur la possibilité de cumul des retraites au-delà des pays de l'Union Européenne reste sans réponse malgré les nombreuses demandes de la Commission. Enfin la Commission s'étonne du refus des certificats de vies spontanés pour cause de fraude éventuelle. Elle propose que les Conseillers de l'AFE soient habilités à les signer afin de garantir leur véracité.

Commission des Finances et des Affaires économiques, par Radya RAHAL.

Bilan par le CINR (centre des impôts des non-résidents) :

- l'attaché fiscal détaché et son rôle au sein de nos représentations diplomatiques. Des informations sont disponibles sur le site internet www.attachefiscal.es.

- le guichet fiscal unique des non-résidents, la création des Services des Impôts des Particuliers vise à offrir aux usagers particuliers un guichet unique pour ses démarches concernant le calcul et le paiement de ses impôts.

-les indicateurs de satisfaction du CINR ou là encore des efforts restent à faire en matière de réception de l'utilisateur

A la suite de l'audition de Renaud JAUNE, Chef du bureau sur la Fiscalité Internationale, les débats ont porté sur les conventions de non-double-imposition ; la fraude et l'évasion fiscale selon les critères et règles OCDE (échange de renseignements) ; la question des travailleurs transfrontaliers (cas suisses et allemands)

Etienne VIARD, Directeur Général de PROPARGO, Institution financière de développement, filiale de l'AFD (Agence Française de Développement) a fait un descriptif nous a été fait de PROPARGO ainsi que son rôle dans différents Etats. Malheureusement une grande déception de la part des membres de la commission qui ont constaté que le groupe PROPARGO utilise les fonds publics pour aider les entreprises du CAC40, et ne finance pas les PME-PMI à capitaux français à l'étranger.

Jean-Paul BLACHY, Président de la région Champagne Ardennes et de la Commission des affaires internationales/coopération décentralisée de l'Association Française des Régions, nous a présenté son organisation et nous informe qu'il souhaiterait bénéficier de notre expertise et de nos réseaux sur place afin de promouvoir les exportations des PME-PMI de sa région

François SAINT-PAUL, Directeur des Français à l'étranger et de l'Administration Consulaire, est venu nous présenter le budget du programme 151 de sa direction.

Il nous rappelle que ce budget se situe dans un contexte budgétaire contraint ie la RGPP.

L'exposé a porté sur :

- L'aide à la scolarité et la PEC, avec un effet change en défaveur du budget. Aucune polémique cette fois-ci sur le cout de la PEC !

- Les visas avec une croissance de délivrance de 7,5%, et le passeport grand voyageur disponible à partir de novembre 2011 ;

- Le cout des élections pour le programme 151 ;

- La réduction des effectifs au sein du MAE.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Les indignés se rassemblent sur tous les continents. Le mouvement des « indignés » contre la crise et la finance mondiale a réuni des dizaines de milliers de manifestants à travers le monde. La manifestation de Rome a été la plus violente. Elle a été suivie les jours suivants par une manifestation des policiers, qui demandent plus de moyens.

Un vaccin contre le paludisme ? L'espoir se précise et pourrait s'appeler RTS S. C'est le nom d'un produit développé grâce à des subventions de la Fondation Bill et Melinda GATES. La dernière phase de tests avant la recommandation - ou pas - de mise sur le marché, vient de se conclure. Elle a démontré que trois doses permettent une protection de 56% contre le paludisme et de 47% contre la forme la plus grave de la maladie, lorsqu'elle touche des organes comme le cerveau ou les reins et devient mortelle. La mise sur le marché pourrait intervenir en 2015. 800.000 personnes meurent chaque année du paludisme. 85% d'entre elles sont des enfants sub-sahariens de moins de 5 ans.

La fille du Président, une joie privée. « *Tous les parents ici peuvent comprendre la joie très profonde que Carla et moi on ressent. Chacun également peut comprendre que c'est une joie d'autant plus profonde qu'elle est privée* », a dit Nicolas SARKOZY lors d'un déplacement en Mayenne. Carla BRUNI-SARKOZY, sa 3^{ème} épouse âgée de 43 ans, a donné naissance à une petite fille, prénommée GIULIA.

Cache-misère. La municipalité de Marseille a entériné un arrêté destiné à lutter « *contre les comportements portant atteinte à l'ordre public* », notamment les actes de mendicité. Le texte vise en particulier les actes de « *sollicitation et quête* », la « *tranquillité et la commodité de passage* ». Nice, Montpellier ou Chartres ont déjà pris ce type de décisions. Jean-Claude GAUDIN, n'a pas signé l'arrêté. Il s'était exprimé sur son refus d'arrêté « *anti-mendicité* », notamment sur la question des Roms, affirmant gérer le problème « *en respectant le sens humaniste le plus complet* ».

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Visas... La circulaire visant à restreindre la possibilité de travailler en France pour les étudiants étrangers au terme de leur formation « *ne sera pas retirée* », a déclaré le Commissaire à la Diversité, Yazid SABEG, car elle n'est « *qu'un rappel de la loi* ». Le ministre de l'Enseignement supérieur, Laurent WAUQUIEZ, a réaffirmé sa volonté de rendre moins restrictive l'application du texte.

Galiléo, at least but not last ? Le décollage de la fusée Soyuz, qui doit mettre en orbite 2 satellites de Galileo, le programme de « GPS » européen, devait avoir lieu ce vendredi. C'est la 1^{ère} fois qu'une fusée russe est lancée du Centre spatial guyanais. Cet événement est la concrétisation du programme du conseil de l'Agence spatiale européenne (Esa) décidé en décembre 2004.

CARNET

Décès

Marie DEDIEU, Française retenue en otage en Somalie, résidait sur l'île kényane de Manda. Tétraplégique, souffrant d'un cancer et d'insuffisance cardiaque, elle aurait succombé au manque de soins pendant sa captivité. Les preneurs d'otage seraient disposés à rendre sa dépouille, contre de l'argent. « *Le comble de l'abjection* » selon Gérard LONGUET, ministre de la Défense.

Sports

Bleus vs Blacks... Finale de la Coupe du Monde de Rugby. L'équipe de France affrontera ce dimanche les All-Blacks de Nouvelle Zélande. Le match est programmé à 10 heures (française).

Nominations

Stéphane ROMATET, ambassadeur en Australie.

François RICHER, ambassadeur en Inde.

Marie-Annick BOURDIN, ambassadeur en Zambie.

Maryse BERNIAU, ambassadeur en Lituanie.

Antoine POUILLIEUTE, président du conseil d'administration de France expertise internationale.

Jean LEVIOL, chef du service économique régional « Amérique andine et Caraïbes » à Panama.

Alain HENRY dirigerait le cabinet d'Henri de RAINCOURT (Coopération).

Ministère chargé des Relations avec le Parlement :

Rémy MARCIN, conseiller auprès du ministre, chargé des pôles parlementaires.

Xavier BOUILLOT, conseiller parlementaire, chargé de la coordination du pôle Assemblée nationale.

Aurélien TAQUILLAIN, conseillère parlementaire, chargée de la coordination du pôle Sénat.

Pierre-Emmanuel BEGNY, chef adjoint de cabinet.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr